

COLLECTIVITÉS LOCALES

Vers une grève des communaux en septembre

La Fédération nationale des fonctionnaires du secteur des communes (FNFC), affiliée au Snapap, va mener une grève de cinq jours à partir du 3 septembre prochain. Le syndicat, qui dénonce le non-respect des engagements pris par la tutelle, n'épargne pas le recours à une grève illimitée.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - La rentrée sociale risque de connaître une série de mouvements de protestation. Après les syndicats du secteur de l'éducation, c'est au tour du personnel des communes de monter au créneau.

La Fédération nationale des fonctionnaires du sec-

teur des communes (FNFC), affiliée au Snapap, a décidé de déposer un préavis de grève à partir de cette semaine. Les travailleurs du secteur compte mener un mouvement de protestation de cinq jours à partir du début du mois de septembre.

Les contestataires reprochent à la tutelle de

ne pas avoir tenu les engagements qu'elle a pris à la fin du mois. La Fédération, qui a décidé d'une grève de trois jours le 26 juillet dernier, a finalement gelé son mouvement.

Le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, qui a fini par ouvrir les portes du dialogue, s'est engagé à prendre en charge les doléances des communaux.

Outre la publication du statut particulier, la tutelle s'est engagée à accorder aux fonctionnaires un régime indemnitaire avec effet

rétroactif à partir de 2008, dont la première tranche, 2008 et 2009, devait être versée durant ce mois de Ramadan et la seconde à partir de 2012. Cependant, déplore M. Hellassa, «la tutelle n'a pas respecté ses promesses».

Le syndicaliste a indiqué que la fédération ne compte pas revenir à la table des négociations sans garanties concrètes. Ne doutant pas de la mobilisation de la corporation, il menace de paralyser les APC en entamant une grève illimitée si la tutelle ne réagit pas.

S. A.



Le personnel des communes monte au créneau.

Photo : Djalel B.

Réponse au député
Aïssa Kheïri

Comme suite à votre Péricoop du 16 courant et la publication de la mise au point du député Aïssa Kheïri, dont le mandat de président du Conseil consultatif maghrébin a théoriquement expiré le 10 juin dernier, je vous fais parvenir les précisions suivantes que je vous prie de publier à l'attention de vos lecteurs et de l'opinion publique :

1 – S'agissant de la désignation d'un commissaire aux comptes appelé à effectuer l'audit de la gestion des fonds du Conseil, le règlement intérieur dudit conseil ne cite nullement cette disposition ni dans son article 40, ni dans aucun autre de ses articles.

Par contre, le règlement financier, en vigueur depuis 2003, complété et modifié ultérieurement et qu'ignore délibérément M. Kheïri, prévoit dans son article 46, la désignation d'un questeur chargé de contrôler la gestion financière du Conseil dont la comptabilité est tenue par un comptable public. Ce comptable est en droit de refuser l'admission de dépenses qu'il juge irrégulières et dont il assumerait, le cas échéant, la responsabilité personnelle et pécuniaire. Quant aux missions d'audit, ce même règlement financier la subordonne à l'approbation préalable du bureau.

2 – Il est utile de rappeler ici que M. Aïssa Kheïri a, immédiatement après l'entame de son mandat et à l'inverse de ses prédécesseurs, demandé officiellement au secrétaire général du Conseil, de lui aménager des bureaux au sein du siège du secrétariat général en plus de la nomination d'un certain nombre de fonctionnaires à son service, alors que l'APN a mis à sa disposition toute une aile dans ses bâtiments, avec toutes les commodités et le personnel nécessaires, évitant ainsi au Conseil consultatif des surcoûts, sachant que les contributions financières des Etats membres ne sont pas versées de manière régulière. Au demeurant, il n'est pas logique que la présidence du Conseil, qui ne détient aucune prérogative exécutive, doive disposer d'un siège permanent, pour la simple raison que cette présidence est assumée à tour de rôle par chacun des cinq pays membres pour une durée maximale d'une année, non renouvelable.

3 – Concernant la nomination au poste de secrétaire général du Conseil consultatif maghrébin – à ne pas confondre avec le poste de secrétaire général de l'UMA dont le siège est à Rabat –, il est nécessaire d'en rappeler la procédure : le candidat est proposé par voie officielle par le gouvernement de son pays. Le bureau du Conseil délibère sur le sujet et le candidat est accepté s'il obtient l'aval des 4/5 de ses membres. Cette acceptation est dûment constatée sur procès-verbal pour, ensuite, donner lieu à une notification formelle aux parties concernées, par le président du bureau.

Il ressort de ce qui précède qu'on est loin du «parallélisme des formes» invoqué par M. Kheïri.

4 – M. Aïssa Kheïri, président sortant, affirme dans sa mise au point, avoir «consulté ses collègues présidents des groupes nationaux au sein du Conseil consultatif». Comment a-t-il pu le faire eu égard à la situation que traversent certains pays membres dont les parlements sont paralysés depuis quelque temps, d'autant plus que la question relève de la compétence du bureau avec la totalité de ses membres ?

5 – En tout état de cause et compte tenu de la tournure prise par les événements, les institutions officielles concernées sont interpellées. Elles ne manqueront certainement pas d'apporter les solutions appropriées que requiert la situation.

**Le Secrétaire général,
Saïd Mokadem**

RÉFORMES POLITIQUES

Les conditions ne sont pas réunies

Annoncées, les réformes politiques ne peuvent avancer en l'absence de conditions et d'implication volontaire de tous les acteurs politiques.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'initiative de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), une conférence-débat a eu lieu vendredi soir à l'hôtel Essafir, à Alger, en présence du politologue Mohamed Hennad et du sociologue et chercheur universitaire Nacer Djabi. Thème de cette conférence, la problématique des réformes en Algérie. Annoncées, ces réformes semblent néanmoins incertaines, inabouties selon l'expertise développée. Des réformes «octroyées» mais non négociées et qui «avancent dans l'obscurité», selon le D' Hennad qui note l'inversion de l'ordre des priorités (révision de l'arsenal législatif organique avant la révision

de la Constitution et non le contraire), un processus de consultations non crédible, l'absence de confiance.

Comme ce politique relève une pression sociétale diffuse et revendicative mais non contraignante, un régime conscient d'être illégitime mais amorphe (l'état de santé du président en cause) et réfractaire à passer le flambeau, des partis politiques qui «ont échoué».

De son côté, le sociologue Nacer Djabi relève que la vie politique en Algérie est encadrée par trois générations politiques. Première génération, celle du Mouvement national et de la guerre de Libération, d'origine rurale, très politisée et qui dirige et décide. La seconde génération, celle post-indé-

pendance, d'origine citadine, formée de technocrates et de «scribes», sans initiative politique. Quant à la troisième génération, il s'agit, selon ce sociologue des Algériens post-1980, de la période des «échecs», urbaine et des quartiers populaires et déshérités, très réfractaire.

Or, la transition intergénérationnelle semble incertaine, dans l'impasse comme l'affirme Nacer Djabi selon lequel deux scénarios sont possibles. Le premier scénario porte sur une transition «pacifique» entre la première et la seconde génération même s'il ne s'agit que d'une «réforme» et non de rupture.

Toutefois, ce scénario «positif» nécessite une certaine forme d'«intelligence», des concessions de part et d'autre et le respect du timing. Quant au second scénario, la transition entre la première et la troisième génération, le sociologue

semble pessimiste dans la mesure où le risque d'une confrontation violente est possible. Quel scénario possible ? La question reste posée, sans réponse. Certes, l'aisance financière actuelle garantit une certaine stabilité sociale, la «corruption» des mouvements revendicatifs (prends et tais-toi !!!) et les Algériens développent davantage de sagacité. Néanmoins, la capacité du régime politique à se transformer, l'individualisme des couches moyennes, déconnectées et peu soucieuses d'un pacte ainsi que les intérêts corporatifs impacteront certainement sur cette transition annoncée. En somme, les réformes politiques annoncées semblent inabouties dans la mesure où les conditions idoines ne sont pas réunies et que tous les acteurs ne jouent pas leur rôle.

C. B.

ASSISES SUR LA PUBLICITÉ

Une démarche et des interrogations

Le ministère de la Communication organisera en septembre prochain les assises de la publicité. L'information a été rendue publique vendredi et diffusée hier samedi par la presse nationale. L'invitation est publique. Les «personnes morales et physiques désireuses prendre part à cette rencontre sont invitées à adresser un courrier dans ce sens au ministère de la Communication».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La rencontre en question constitue un événement important pour le secteur des médias. Toutefois, la démarche initiée par les organisateurs soulèvent des interrogations, notamment dans le volet relatif aux participants. Alors que le marché pèse aujourd'hui plus d'un milliard de dollars et est donc déterminant dans la régulation du champ médiatique, les pouvoirs publics ont opté pour des invitations par voie de presse, d'où la question de savoir si le département de la Communication dispose réellement d'un fichier où sont répertoriés tous les

acteurs concernés par la publicité ?

Selon des observateurs, le marché publicitaire algérien pourrait devenir le plus grand au Maghreb et rivaliser avec ceux des pays du Golf qui connaissent une transformation grandissante. Les experts attribuent la croissance du marché de la publicité en Algérie à l'apparition de pôles industriels et de services opérant avec une formidable stratégie en vue de rester sur le marché.

Or, s'il est un domaine où il existe une déréglementation de fait, c'est bien celui de la publicité. La question était au centre d'un large débat en 1999 entre le gouvernement et les parlementaires. Un projet de loi avait été voté par la Chambre basse (APN) mais il est resté dans les tiroirs de la Chambre haute.

Selon des députés, ce texte englobe l'organisation de la publicité sans distinction et met fin au monopole sur la publicité étatique. Selon des indiscretions, c'est la raison de son blocage. A présent, c'est un décret qui est en préparation. C'est dans cette perspective que sont inscrites, sans aucun doute, les assises de septembre prochain.

La publicité étatique est estimée à environ 50% de la totalité du marché et le gouvernement n'entend pas s'en défaire. Pour le moment, on agit par étapes. Au niveau de certaines wilayas,

une réglementation de l'affichage urbain a été édictée pour assainir le paysage urbanistique, mais aussi pour renflouer les caisses de certaines communes. Qu'en est-il de la presse écrite ? Sur ce chapitre, la situation n'a point changé. La répartition de la publicité publique sur les journaux est otage de la décision politique. Le choix du support médiatique se fait en fonction de la proximité des uns et des autres avec le cercle politique décisionnel. Le facteur économique est relégué au second plan.

En somme, le gouvernement conserve le monopole sur la publicité étatique (annonces légales, annonces des entreprises publiques économiques) à travers l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep). Pour la publicité émanant d'annonceurs privés, le champ est libre.

Les assises prévues pour septembre prochain traceront-elles véritablement les contours de cet important pan de la vie économique nationale ? Nacer Mehal, ministre de la Communication, a indiqué que son département a entamé l'élaboration d'un décret exécutif qui «défini les conditions et modalités d'exercice de l'activité des agences de communication et de publicité et les normes de contrôle de leurs activités». Wait and see.

A. B.